

BULLETIN INTERIEUR
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
BULLETIN INTERIEUR

SOMMAIRE

I. COMMUNIQUES - RESOLUTIONS	page 25
II. QUESTION SYNDICALE	
J. Davister - A propos des Comités d'Action	3
E. Germain - Les mouvements revendicatifs des travailleurs et les formes d'organisation efficace.	4
III. LA FORMATION DES CADRES	
Alfred - Quelques considérations de principe sur le travail d'éducation dans un parti bolcheviste	7
IV. CONFERENCE NATIONALE DES 26 ET 27 OCTOBRE - COMPTE RENDU	13
V. QUESTIONS D'ACTUALITE	
Un camarade hindou - La situation aux Indes	20

Le parti exige de chacun tout entier. Mais il lui heur inestimable: la cons- de l'avenir de l'humanité et que sa vie ne sera pas



de nous qu'il se donne rend en échange un bon- cience qu'une parcelle repose sur ses épaules vécue en vain.

L. Trotsky

A PROPOS
DES COMITES D'ACTION

La Conférence Nationale de notre Parti les 26 et 27 Octobre 1946, fut une des meilleures réunions que nous ayons eues depuis bien longtemps sur la question syndicale.

A ce sujet les délégués étrangers auront pu juger, en dépit des discussions de mesquineries, que notre Parti sait intervenir dans les grands problèmes syndicaux et politiques. Souhaitons qu'après cette réunion on abandonne le côté mesquin pour enfin étudier et agir dans l'intérêt des masses. Par le sujet que nous allons traiter ici, nous donnerons encore l'occasion aux cellules de discuter à nouveau la question syndicale et de pouvoir ainsi raffermir leur opinion. A cette conférence, nous avons en effet effleuré la question des comités d'action, qui, à notre avis, se présentent sous deux formes: l'une est la subordination de l'action syndicale et l'autre un danger de diversion pour orienter l'action ouvrière sur une fausse voie. Il est utile de rappeler à nos camarades que nous sommes déjà servis à profusion, par les staliniens, d'inventions de toute une série de comités de ci et de comités de là. La classe ouvrière est déjà assez plongée dans la confusion pour que notre Parti ne se laisse emporter en essayant devant la léthargie du prolétariat de trouver des innovations, afin de tenter de les ébranler. Quand les travailleurs seront prêts à passer à l'action, ils auront tôt fait d'oublier toutes les nouvelles combinaisons, pour enfin adopter les seules valables: la grève générale, avec des Comités de grève.

Il faut avant tout faire le maximum d'efforts pour éduquer la classe ouvrière: 1° Rester dans les syndicats tous unis contre la bureaucratie, contre le patronat. Car quoiqu'en disent ou pensent certains camarades, les comités de grève ne se dresseront dans les conflits que là où les travailleurs n'ont plus confiance en leurs dirigeants. Pour en revenir aux comités d'action, nous pourrions reprendre la position que le camarade Philippe a défendue à la Conférence nationale en déclarant que ce mot d'ordre doit continuer à être propagé et que même la grève terminée, ces comités doivent continuer à exister.

Là est justement le danger pour s'aventurer vers la forme de nouvelles organisations syndicales. Car si des comités d'action sont créés bien avant les grèves, ils deviennent un comité rival du comité d'entreprise et par la tendance rapide des comités à se bureaucratiser ce serait inévitablement la formation de nouveaux syndicats grâce au mécontentement qui existerait parmi les ouvriers trompés et trahis par la bureaucratie syndicale. De même pour un comité de grève; si son rôle continue après la grève, ce sera la marche vers de nouveaux syndicats. Il faut essayer de retirer de ces comités de grève une bonne opposition syndicale, qui forgée dans la lutte, raffinée dans les discussions intérieures de leurs assemblées, seront capables dans un avenir prochain d'enlever la direction syndicale localement et régionalement afin que leur parole soit entendue par les travailleurs de tous les pays.

L'autre danger qui n'est pas le moindre quand nous lançons le mot d'ordre de comité d'action, c'est, par exemple, comme ce fut le cas pour la grève de Liège, nous lançons un appel dans la "Lutte Ouvrière" pour former dans les régions qui ne sont pas en grève des comités d'action.

Eh bien, voyez-vous, à ce moment, s'il y a effervescence, les éléments réformistes et stalinien prendront cette planche de salut pour former ensemble ce dit comité, aiguillonnant la lutte sur la voie du parlementarisme, prêchant aux travailleurs d'attendre que le comité d'action ait épuisé toutes les démarches hiérarchiques; pendant ce temps, la région en grève s'use et reprend le travail. Notre attitude dans un moment pareil doit être agitatrice: faire comprendre la nécessité de s'unir immédiatement aux travailleurs en lutte, provoquer des réunions des travailleurs à l'entreprise et surtout pousser les comités de grève à lancer des appels en faveur de la solidarité effective sur le terrain de l'élargissement du conflit.

Voilà où nous amèneront ces Comités d'action.

Prenons enfin deux exemples: Si les travailleurs de chez Goldschmit dans le Centre, qui sont dégoûtés du syndicat, formaient un Comité d'action, il est certain qu'un nouveau syndicat se formerait.

Mais par contre à Liège où l'élément centriste stalinien et réformiste a de l'influence, il est évident que la formation d'un tel comité leur serait d'un grand appui pour dévier l'esprit de lutte qui se dessinerait.

Après discussion sur les comités d'action, il serait intéressant que chaque cellule charge un responsable d'écrire l'opinion de la réunion dans le bulletin intérieur.

DAVISTER J.

LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS DES TRAVAILLEURS ET

LES FORMES D'ORGANISATION EFFICACES

I - Syndicat et comités d'entreprise.

Le syndicat constitue la forme d'organisation générale de toute la classe ouvrière face au patronat. Ayant pour objet la défense des intérêts matériels, "économiques", des travailleurs, le syndicat doit s'efforcer de réunir, face au patron, tous les ouvriers d'une usine, face aux trusts d'une branche industrielle tous les travailleurs de cette branche, face au patronat du pays, tous les prolétaires du pays. L'expérience passée et les conditions historiques du capitalisme décadent ont cependant permis à l'avant-garde révolutionnaire de conclure qu'il s'agit là d'un idéal vers lequel le mouvement syndical devrait tendre, mais qu'il est incapable d'atteindre. En pratique, l'action syndicale se trouve essentiellement limitée par les deux facteurs suivants:

- dans tous les pays une bureaucratie syndicale, foncièrement conservatrice et intéressée au maintien d'un maximum de "paix sociale" s'est élevée sur les épaules des syndiqués et tend à freiner ou canaliser vers des voies de conciliation toutes les luttes revendicatives. Cette bureaucratie fusionne de plus en plus avec l'appareil d'Etat bourgeois et se transforme rapidement dans un corps de gendarmes bourgeois à l'intérieur du mouvement ouvrier.
- suite à la stratification de la classe ouvrière, sa division en de multiples couches ayant des niveaux de vie matérielle et de conscience différents, le syndicat n'arrive jamais, même pas dans les périodes révolutionnaires, à englober l'écrasante majorité des travailleurs. Les couches les plus pauvres notamment, en restent presque toujours absentes.

L'avant-garde révolutionnaire conclut de cet état de chose que la lutte contre la bureaucratie syndicale (lutte qui passa dans les conditions actuelles par l'étape de la création d'une opposition syndicale nationale) constitue le seul moyen pour rendre les syndicats aptes à remplir l'entière de leur rôle, notamment pour augmenter le nombre des syndiqués. Elle favorise en même temps des formes d'organisation syndicale les plus aptes à entraîner le plus grand nombre de travailleurs à la fois à l'action syndicale et à la gestion effective du syndicat, c'est-à-dire à la lutte contre la bureaucratie. Cette forme d'organisation est indubitablement l'organisation à l'entreprise, basée sur les comités et les délégués d'entreprise.

Cependant, une forme d'organisation ne constitue en soi aucune garantie ni pour la démocratie syndicale, ni pour une politique militante de lutte syndicale. L'expérience a montré que l'organisation à l'entreprise a, elle aussi, tendance à se bureaucratiser rapidement, dans l'absence d'une opposition syndicale organisée, d'une participation constante des masses syndiquées à la vie syndicale, etc. C'est pourquoi, loin d'attribuer une vertu particulière aux comités et délégations d'entreprise, les bolcheviks-léninistes doivent avertir les travailleurs qu'à défaut d'un regroupement et d'un renforcement d'une aile révolutionnaire dans les syndicats, ces organismes tendront, tout comme les vieilles "centrales", à devenir, dans leurs sommets, des organismes de collaboration de classe.

2 - Comités de grève et opposition syndicale.

Alors qu'en pratique le syndicat n'englobe jamais la grande majorité des travailleurs, la grève, soit à l'échelle d'une usine, d'une corporation, d'une région ou d'un pays, doit englober la presque totalité des ouvriers pour être effective. De là, la nécessité de former un organisme de direction démocratique, représentant toutes les couches ouvrières, celles qui sont syndiquées et celles qui ne le sont pas. C'est la fonction du comité de grève de combiner un maximum de démocratie avec un maximum d'efficacité dans la lutte. S'il s'agit de grèves très larges et très étendues, dans des périodes de crise prérévolutionnaire, l'organisation effective des travailleurs en lutte peut même passer à un stade supérieur: les bolcheviks-léninistes peuvent demander la coordination des multiples comités de grève dans un Congrès des Comités approprié à former un organisme dirigeant national.

Une opposition, un conflit, entre le syndicat et le comité de grève, n'est pas du tout fatal. Les grèves américaines nous donnent un exemple de l'action de comités de grève dans le cadre de la politique de la direction syndicale. Un comité de grève, apparaissant à côté d'un comité d'entreprise existant de façon permanente, peut, dans des conditions où la politique syndicale est une politique de lutte, constituer seulement un moyen pour renforcer la délégation syndicale par des représentants de la base syndiquée et non syndiquée. Le conflit qui oppose en pratique comité de grève et direction syndicale comme par exemple lors de la dernière grève des dockers à Anvers, est un conflit entre deux politiques syndicales, celle de la lutte des classes et celle de la collaboration de classe. Dans ces conditions, le premier devoir pour les révolutionnaires c'est de soutenir à fond et sans réserve les comités de grève en tant qu'organismes de lutte immédiate. Ils essayeront en même temps de faire comprendre aux ouvriers dégoûtés des trahisons de la direction syndicale, qu'il ne s'agit pas de quitter le syndicat, mais au contraire d'y aller pour se grouper sur une base de lutte contre la bureaucratie.

Dans la mesure où dans les comités de grève apparaissent des éléments combattifs et avancés de la base, le Parti révolutionnaire doit s'efforcer de grouper ces éléments dans l'opposition syndicale une fois que la grève est terminée. Nous sommes contre toute tentative de maintenir en vie, une fois les luttes terminées, des comités de grève parce que la seule garantie contre la bureaucratisation de ces comités, c'est une large participation et un large contrôle de la masse, et cela est exclu dans des périodes de calme et d'apathie entre deux vagues de lutte. Cela constitue d'ailleurs également une des raisons principales pourquoi nous sommes opposés à la formation de nouveaux syndicats à l'occasion d'une grève durant laquelle la masse des syndiqués s'est heurtée à la volonté des dirigeants bureaucratiques de briser leur mouvement. nous sommes d'avis que seule une avant-garde peut tirer les leçons organisationnelles d'expériences pareilles et que la formation d'un nouveau syndicat aboutira fatalement à la formation d'un syndicat d'avant-garde, isolé de la grande masse des syndiqués. La seule forme d'organisation de cette avant-garde doit en être une à l'intérieur du syndicat: celle de l'opposition syndicale organisée, si possible, à tous les échelons, même à l'échelon d'une grande usine. Il est cependant évident que le noyau d'opposition syndicale constitué sur la base d'une entreprise aura une action à l'intérieur du syndicat, réclamera des assemblées syndicales, y défendra ses positions, essayera de s'élargir sur la base d'une critique serrée de la tactique suivie par les bonzes, essayera de s'emparer de la délégation syndicale, etc. Il ne fonctionnera jamais comme un comité de grève dans les périodes de calme, étant donné que dans ces conditions une activité autonome, en tant que comité en dehors du syndicat et isolé de la masse, aura fatalement tendance à se transformer dans un embryon de nouveau syndicat pétrifié et menacé de bureaucratisation rapide.

3 - Comité d'action = Comité pour la grève.

Le problème devient compliqué quand il s'agit de répondre à la question: Mais au moment d'une effervescence, le noyau d'opposition syndicale ou simplement un nombre de travailleurs combattifs et avancés ne peuvent-ils pas prendre l'initiative pour déclencher une action et, dans ce but, constituer un comité?

Une réponse à cette question ne doit s'inspirer d'aucun principe abstrait et d'aucun fétichisme d'une quelconque forme d'organisation, mais uniquement de l'expérience pratique quant aux conditions les meilleures pour entraîner les travailleurs à la défense de leurs intérêts de classe. Dans les conditions actuelles, on peut dire que la direction syndicale ne passera pour ainsi dire jamais à déclencher des luttes revendicatives au moment le plus propice pour les travailleurs et avec les moyens les plus adéquats. Les seules grèves que les dirigeants syndicalistes pourront à la rigueur déclencher sont des grèves préventives, telles que celle de la métallurgie liégeoise; elles sont destinées à empêcher une explosion spontanée de la lutte ouvrière, de canaliser la combattivité des travailleurs dans des voies les meilleures pour une cessation rapide du conflit.

Quand les conditions sont mûres pour une grève dans une entreprise, une corporation, une région, etc., le devoir des noyaux d'opposition syndicale et de tous les travailleurs d'avant-garde, c'est tout d'abord de mener une agitation incessante à l'intérieur du syndicat pour qu'on passe à l'action. Une fois ces moyens d'action employés sans succès immédiat, on risque de voir passer le bon moment - par exemple une grève ayant éclaté dans la métallurgie de Liège, constitue le moment le plus opportun pour un mouvement gréviste dans la métallurgie du Centre, de Charleroi, etc. si les conditions y sont mûres pour un tel mouvement. Dans ces

conditions, il serait tout à fait erroné d'attendre jusqu'à ce qu'on aboutisse à une décision de la part du syndicat ou jusqu'à ce qu'un mouvement spontané se déclenche dans la masse. Le devoir de l'avant-garde, c'est alors de faire tout son possible pour entraîner la masse dans l'action. Et sur cette voie la constitution d'un comité provisoire est nécessaire - appelé "comité d'action" en Belgique, "comité pour la grève" en France, etc. - il n'y a rien qui s'oppose en principe contre la formation d'un comité pareil.

Ce qu'il est nécessaire de bien comprendre, ce sont les dangers réels compris dans cette forme d'organisation, et les moyens pour les éviter:

- a) Il faut que préalablement la voie syndicale ait été employée; que l'avant-garde ait fait tout son possible pour convoquer une assemblée syndicale, obtenir le vote de la grève, etc. C'est seulement dans ces conditions, - par exemple, si la direction a refusé la convocation d'une assemblée de l'entreprise, et si le comité d'action en prend alors l'initiative - qu'on pourra se défendre contre l'argument de "scission syndicale".
- b) Il faut que les conditions soient mûres pour la lutte, que le comité d'action soit sûr d'entraîner une forte fraction des travailleurs afin de pouvoir décider la lutte et se transformer en comité de grève élu. Autrement, il y a le danger de l'apparition d'un comité isolé, avec tendance à constituer le noyau d'un nouveau syndicat ou à rester coupé de la masse. Il y a danger également, dans le cas où la masse ne soit pas, que des réformistes ou des aventuriers s'emparent du comité et le dirigent, soit dans la direction de nouveaux pourparlers, soit dans celle d'un nouveau syndicat, deux dérivatifs à la réelle lutte de masses.
- c) Il faut que le comité d'action disparaisse dès que la grève éclate pour laisser la place à un comité de grève, qui, à son tour, doit disparaître quand la lutte est momentanément terminée pour laisser la place au noyau d'opposition syndicale. Autrement il y a le danger de la scission syndicale.

Nous pensons que d'après ce schéma, les comités pour la grève - si le mot: comité d'action ne vous plaît pas, appelez-les autrement - ont leur place dans la préparation des luttes revendicatives. Ce sont des organismes essentiellement transitoires et de courte vie. Ce caractère doit leur être donné par les militants du Parti, et ses sympathisants, qui ont compris les dangers inhérents dans la prolongation de l'existence d'organismes de lutte syndicale coupés de la masse. Mais il est évident également qu'indépendamment de l'action des militants les plus conscients, des comités pareils peuvent avoir la tendance à prolonger leur existence au-delà de la période où les travailleurs ont besoin d'eux. Cette tendance doit être combattue par les militants d'avant-garde, mais cela ne doit pas les inciter à fermer les yeux devant la nécessité réelle de cette forme d'organisation à des moments déterminés.

E. GERMAIN

N'oubliez pas de réclamer et de répandre l'ouvrage de notre camarade

A. L. E. O. N.

LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE

45 frs

QUELQUES CONSIDERATIONS DE PRINCIPE SUR
LE TRAVAIL D'EDUCATION DANS UN PARTI BOLCHEVIK

Tout travail éducatif a deux facteurs en vue: Celui qu'on veut éduquer, et le but de cette éducation. Une éducation absolue n'existe pas. La tâche du travail d'éducation dans notre Parti est déterminée par ces deux facteurs. Je parle du Parti et non pas de l'Internationale parce qu'un travail éducatif à l'échelle internationale serait un non sens. Eduquer cela veut dire: influencer des individus selon le milieu dans lequel ils vivent et les buts auxquels on veut les amener. Or, nécessairement, ceux-ci diffèrent d'un pays à l'autre, et dans la section américaine le travail d'éducation se distingue naturellement de celui en France, en Belgique, etc.

Soul le but final de l'éducation doit être partout le même, c'est-à-dire: former des militants socialistes. C'est intentionnellement que j'emploie ce terme assez vaste, car la formation de révolutionnaires professionnels n'est qu'une partie de cette grande tâche.

Donc, il nous faut d'abord subdiviser le but éducatif: L'éducation de militants socialistes d'une part, et la formation de révolutionnaires professionnels d'autre part. En cela je modifie quelque peu les idées de Lénine sur le Parti, comme nos expériences pratiques le nécessitent. Beaucoup de nos camarades, tout en étant capables d'être des militants socialistes et bolcheviks, n'ont pas le caractère et les capacités spéciales d'un politicien professionnel du prolétariat, c'est-à-dire, en fin de compte, d'un révolutionnaire professionnel dans le sens de Lénine. (D'ailleurs, il serait très utile, à cette étape de la construction de notre Parti, de faire lire et discuter par nos camarades, ces deux brochures de Lénine: "Que faire?" et "Par quel bout commencer?")

Les deux buts se distinguent avant tout par l'étendue des tâches qu'un camarade est capable de maîtriser. Un militant socialiste qui veut être utile au Parti, doit avoir un caractère décidé et une attitude optimiste envers la vie. Un caractère hésitant et pessimiste faillira à chaque tâche difficile. Toutefois, un travail éducatif conscient de son but peu libérer avant tout les jeunes du pessimisme et du scepticisme (qui est encore plus dangereux!) et il peut leur donner cette foi et cet espoir sans lesquels notre mouvement ne peut pas exister.

J'essayerai d'expliquer brièvement les termes "foi" et "espoir". Une des dégénérescences des différentes variantes du réformisme et du centrisme était l'idée qu'inévitablement le système capitaliste devrait, tôt ou tard, être suivi par le socialisme. Cette thèse a donné naissance à un fatalisme qui renferme la croyance à une évolution inévitable. Lénine et surtout Trotsky ont démontré dans leurs écrits que cette thèse est tout à fait non-dialectique et fautive. Cette évolution à laquelle les pseudo-marxistes croient volontiers, c'est notre action, c'est-à-dire l'activité de beaucoup d'individus qui tendent consciemment et inconsciemment vers le même but. La croyance des fatalistes est remplacée par la foi bolchevique, la croyance de l'activiste à l'efficacité de sa propre action et à la possibilité d'un progrès humain. Ceci n'est nullement une perversion métaphysique ou idéaliste du Léninisme. Ni la "foi" ni le "progrès" sont des termes philosophiques, mais ce sont des mécanismes

psychologiques assez bien définissables, de la vie psychique. Peut-être en parlerons nous une autre fois.

Cette croyance à l'efficacité de la propre action doit être expliquée et rendue consciente aux camarades. Elle seule est capable de surmonter les déceptions et les hésitations de chacun et de susciter ce dynamisme qui seul peut assurer le succès. Les dons naturels de jeunes dont le caractère et l'âme sont sains, favorisent essentiellement un tel travail éducatif. Le problème présente des difficultés sensiblement plus grandes quand il s'agit de gens d'un certain âge chez qui, à cause des multiples déceptions qu'ils n'ont pas comprises, cette foi ne renaît plus si facilement. Mais, en général, le travail éducatif concerne surtout les jeunes.

Or, cette foi dont je viens de parler doit être basée sur un "bagage" théorique pour ne pas être un sentiment en l'air. Cela signifie: Voir des rapports intelligibles là où il y avait jusqu'à maintenant des idées confuses qui inspiraient souvent des craintes et des appréhensions. Le mot célèbre: "Savoir c'est pouvoir" est un des slogans de notre mouvement qu'il faut employer le plus souvent possible dans notre travail d'éducation. Toutefois, il faut comprendre pourquoi le savoir signifie la puissance. Car le savoir ne signifie pas la puissance absolue, mais la maîtrise sur les ignorants et la communion avec les autres êtres instruits. Savoir, cela signifie également la libération de cette peur de dangers inconnus qui est un des plus grands obstacles à l'action. Ce sera toujours la tâche principale de notre travail éducatif d'inculquer des connaissances. Ce savoir doit être inculqué et non pas seulement communiqué. L'éducateur doit pouvoir constater pendant son travail que son activité trouve un écho et que les camarades le comprennent. Il ne s'agit pas de faire une conférence aussi brillante que possible, mais une conférence après laquelle les auditeurs s'en vont avec le sentiment d'avoir appris quelque chose. Pour cela, il faut que chaque camarade qui est chargé de faire du travail éducatif possède au moins la faculté psychologique de pouvoir expliquer clairement les choses et cette qualité de caractère de ne pas parler pour soi-même, mais pour ses auditeurs.

A côté de cet enseignement, on doit en même temps réaliser l'attitude psychique suivante: Mon travail, mon renoncement à des plaisirs est bien un certain sacrifice, mais, d'autre part, je serai dédommagé. En principe, il est impossible d'exiger un sacrifice sans le dédommager d'une autre façon. Je voudrais que tous les camarades dirigeants apprennent par coeur cette sentence et qu'elle leur devienne familière. Le renoncement à des plaisirs et à des satisfactions est à la base de tout travail, mais il doit être récompensé, dans un domaine psychique supérieur. Considérés d'un point de vue psychologique, les sacrifices exigés par le Parti ne représentent qu'un transfert des satisfactions sur un autre terrain. Si ce transfert ne réussit pas ou s'il provoque des déceptions, il devient impossible d'exiger encore d'autres sacrifices; le camarade devient inactif ou il quitte tout à fait le mouvement. N'oublions pas que les sacrifices des fanatiques religieux souvent vraiment héroïques, ne sont possible que par la ferme croyance à une récompense dans l'au-delà, et que les sacrifices de nos grands militants prolétaires sont récompensés, malgré les pires souffrances qu'ils doivent endurer, par une satisfaction intérieure dont, toutefois, seule une personnalité extraordinaire est capable. Par conséquent, cela doit être un des principes de notre travail d'éducation que les camarades obtiennent des récompenses (dans le sens indiqué plus haut) et dans la mesure des

sacrifices qu'on leur demande. Cette tâche est difficile, mais elle peut être résolue. Tout dépend de la personnalité de l'éducateur lui-même. Son travail doit lui procurer une satisfaction intérieure qui est transmise chaque fois à une partie de ses auditeurs et souvent à tous (ceci dépend de la composition et de l'attitude psychique de son public).

A côté de l'enseignement par conférence, discussions et séminaires, le travail d'éducation doit pénétrer toute la vie du Parti. Même en faisant les travaux les moins importants, on peut apprendre à enseigner quelque chose. Le camarade devrait tout de suite apprendre aux autres ce qu'il vient d'apprendre lui-même. Pour cela il faut avoir une attitude qui malheureusement est assez rare; le désir d'apprendre à d'autres ses propres connaissances et ses propres aptitudes. Mais cela nous mènerait trop loin de vouloir discuter ces questions psychologiques. En principe, cependant, seuls les camarades qui s'attaquent aux tâches éducatives avec dévouement et avec zèle devraient en être chargés. Mieux vaut encore aucune éducation du tout qu'une éducation mal réussie. Mais il ne faut pourtant pas croire que chaque erreur psychologique serait déjà une catastrophe pour le Parti. Des erreurs sont inévitables; ce qui importe ce sont des principes sains et justes.

L'éducation des militants socialistes n'est qu'une partie de notre but, comme nous l'avons déjà dit. Il nous faut, en outre, former des révolutionnaires professionnels, ce petit groupe d'avant-gardistes du prolétariat qui est la base même pour la construction et la victoire de la 4^{ème} Internationale. C'est un grand pas d'un bon militant à un révolutionnaire léniniste. Ce qu'on demande à celui-ci, ce qu'on doit exiger de lui, dépasse de loin les capacités d'un bon et loyal camarade moyen. Je n'ose pas prétendre qu'on puisse simplement former nos cadres dirigeants. Notre travail d'éducation doit donner aux camarades exceptionnellement doués la possibilité de se développer et d'exercer une activité en rapport avec leurs capacités. Rappelons nous toujours ces deux principes: On peut tirer des leçons de toutes les erreurs, et il ne faut pas juger les camarades dirigeants d'une façon trop mesquine. Eux aussi, ils ne sont que des hommes comme les autres. Mais quel critère appliquer pour ne pas tomber dans le marais d'une tolérance opportuniste? Avant tout, il faut observer le caractère encore plus que les capacités et les talents. Tout en sachant que ce sont les événements politiques qui font les traîtres et que la catastrophe du Parti Bolchévik russe n'était pas la conséquence d'une fausse politique dans le choix des personnes, mais de l'évolution historique, nous ne voulons pas nier que Lénine, dans le choix de ses collaborateurs, tenait compte plus de leurs capacités que de leur caractère. Les paroles qu'il aurait prononcées: "Dans un grand ménage, il doit y avoir également des cochons!" sont terriblement dangereuses. Je pense que dans un Parti prolétarien les mauvais caractères représentent le danger le plus grave; et il nous faut procéder d'une façon très énergique, même si cela pouvait causer des dommages au Parti, mais non pas d'une façon mesquine.

Cette conception n'est pas basée sur une éthique ou une morale particulière, mais sur les découvertes de la psychologie moderne concernant l'importance de la morale pour la personnalité et la conduite de l'homme. La dualité de la vie privée et de la vie politique ne peut plus être maintenue à notre époque. Nous connaissons trop bien les rapports étroits entre la vie privée et la vie politique.

Il ne s'agit pas seulement de former des camarades dirigeants:

Il faut faire le nécessaire afin que ces camarades se développent en travaillant et qu'ils ne se raidissent pas dans les hauteurs d'un poste dirigeant. En éduquant les autres camarades, les camarades dirigeants s'éduquent eux-mêmes. Autant que l'école dépend de l'instituteur et le jardin d'enfants de la monitrice, le Parti dépend de ses dirigeants. Toute l'histoire du mouvement ouvrier le prouve et c'est évident que le monde politique saisit et forme d'abord les hommes dirigeants et ensuite les masses qui, d'elles mêmes, ne savent pas comprendre l'évolution des événements. "L'idée devient une puissance dès qu'elle saisit les masses", cela signifie que les idées et les programmes auxquelles la structure économique et les données historiques ont donné naissance, doivent être propagés parmi les masses par l'instrument d'une petite avant-garde. Forger un instrument aussi efficace que possible, faire de nos avant-gardistes de véritables dirigeants et des militants socialistes et de véritables militants révolutionnaires, cela signifie remplir d'un esprit nouveau ce que Lénine avait exigé, comme le premier des grands chefs ouvriers, et de qui assura, sous sa direction, la victoire de la Révolution russe.

II

Il faut encore répondre à la seconde question principale :
 "Qui doit être éduqué?"

Ce sujet ouvre des problèmes psychologiques d'un intérêt exceptionnel que je ne veux pas discuter maintenant. Je me borne à quelques remarques de principe au sujet de la différence entre l'éducation d'ouvriers et celle de petits bourgeois et d'intellectuels. A part certains éléments déclassés ou passagers, ceux-ci n'entrent dans un Parti bolchevik que par idéalisme pur. Dans cette question je me réfère aux écrits de L.D. au sujet des intellectuels. D'ailleurs, la notion du petit bourgeois ne doit pas être comprise d'une façon trop étroite. Il s'agit de signes distinctifs d'ordre général et non pas de cas individuels. Mais il ne faut pas croire que chaque idéaliste qui vient au Parti serait déjà un avant-gardiste.

Ce qui distingue l'ouvrier du petit bourgeois c'est que la profession du petit bourgeois fait de lui un égoïste qui regarde tout plus ou moins à travers sa propre personne, tandis que l'ouvrier à l'usine acquiert nécessairement un esprit d'équipe. En outre un intellectuel qui est occupé gagne beaucoup plus facilement sa vie et s'expose à moins de dangers et d'embêtements que l'ouvrier. Un bon ouvrier qualifié est obligé par son métier de réfléchir plus profondément sur chaque problème qu'un employé ou qu'un intellectuel. C'est avant tout celui-ci qui est exposé au danger de réfléchir d'une façon superficielle, et ce danger est d'autant plus grand que l'éducation intellectuelle cache autant le peu d'importance des pensées que la lourdeur de l'ouvrier cache son intelligence et sa raison. L.D. dit que le prolétariat réfléchit lentement, mais profondément; et il nous faut toujours tenir compte de cette sentence. Chacun qui compare le résultat d'un travail éducatif et culturel parmi les ouvriers avec celui d'un travail analogue parmi des intellectuels est étonné de constater combien plus fructueux est celui-là que celui-ci. Toutefois, il ne faut jamais oublier le sentiment d'infériorité du prolétaire vis-à-vis de l'intellectuel et son manque d'éducation scolaire qui ne lui permet pas, par exemple, d'exprimer d'une façon adéquate ses bonnes idées. Le petit bourgeois éduqué et surtout l'ancien étudiant a été à l'école pendant quatre ou huit années de plus et possède, de ce fait, une supériorité purement

intellectuelle. Chaque camarade chargé du travail d'éducation doit se rendre compte de ce que l'ouvrier est capable de comprendre une pensée compliquée, mais qu'il ne possède pas une éducation qui lui permettrait de comprendre un mode d'expression difficile. Mais jamais le travail d'éducation ne doit être fait par des camarades qui croient qu'il faut simplifier les problèmes au lieu des expressions. Celui qui connaît un peu les ouvriers sait très bien que l'ouvrier saisit l'essentiel de la chose, à cause des nécessités profondément enracinées de sa situation sociale, et qu'il distingue nettement ce qui est utile de ce qui est nuisible, cherchant surtout une décision et une sécurité. C'est pourquoi il se méfie de ce qui est nouveau, et il a confiance dans ce qui est ancien, car il croit le comprendre selon ses propres idées. C'est la grande tâche de notre travail d'éducation de détruire la confiance des travailleurs dans les fausses conceptions qui leur sont encore chères, et ceci dans la mesure où nous pouvons leur offrir du nouveau et du meilleur. Ce travail qui doit être une véritable lutte pour l'âme et la conscience de chaque ouvrier, donnera à nos camarades plus de confiance en eux-mêmes et une plus grande clarté de vue que les discussions les plus intéressantes avec des étudiants ou avec d'anciens élèves de l'école moyenne.

C'est la classe ouvrière qui constitue notre base; et l'étudiant et le petit bourgeois des "classes moyennes" doit savoir que sa force provient uniquement de l'écho que nos idées trouvent dans la classe ouvrière.

Après ces indications d'ordre théorique, voici encore deux remarques concernant les tâches pratiques de notre petit Parti belge:

Un travail éducatif n'a pas de sens s'il n'est pas constamment en rapport avec les tâches organisationnelles. Si les camarades n'accomplissent pas ces devoirs, cela prouve qu'ils ne sont pas encore bien éduqués; mais jamais ils ne pourront apprendre à faire des sacrifices pour le Parti, si notre Parti devient un club de discussion. Ce danger n'existe guère; mais je veux dire simplement que le travail d'éducation est un travail du Parti autant que le travail du Parti est un travail d'éducation. On ne peut pas séparer l'un de l'autre.

La deuxième remarque est celle-ci: Dans la pratique on commet souvent l'erreur de considérer les camarades comme des êtres du Parti et non pas comme des individus humains.

Organiser, c'est calculer et éviter les sources d'erreurs et de "pannes". Eduquer, c'est comprendre et surmonter les faiblesses humaines.

L'importance considérable que Lénine et Trotsky ont attribué au facteur subjectif dans l'histoire oblige chaque camarade du Parti de s'occuper des questions psychologiques et éducatives. Je suis persuadé qu'un effet favorable pour le développement politique de notre Parti pourra alors être constaté.

Beaucoup de phénomènes souvent inexplicables d'une mauvaise humeur des camarades sont provoqués par de petites fautes qu'on pourrait éviter. Dans la vie du Parti comme dans la vie privée tout dépend de la façon dont on réagit sur les événements. Nous avons l'avantage d'être les seuls qui ne sont nullement coupables de la misère de notre époque et les seuls dont les théories ont toujours été confirmées par la réalité.

ALFRED.

CONFERENCE NATIONALE DES 26 ET 27 OCTOBRE
COMPTE-RENDU

PRESENTS : 15 délégués avec droit de vote : Alex . Alfred . Ben . Del .
Florent Leun . Frère . Gaston .
Georges . Julien Dou . Leli .
Peter . Pierre L . Pierre V .
Phil . René .

6 délégués avec voix délibérative : Germain (CC sortant)
Pitt (CC sortant)
Seli (CC sortant)
Maile VC (de la des ca-
dres)
Owen (SI)
M L Bos (section holland.)

ABSENTS : 4 délégués avec droit de vote : Boug . (excusé:malade)
un délégué du Centre (n.n exc.)
un délégué de Liège (n.n exc.)
Mal. (n.n excusé)

INVITES : à la séance de samedi soir : Hippel. (avec voix délibérative)
à la séance de dimanche : plusieurs camarades

- : -

ORDRE DU JOUR : 1 . Proposition des cellules de Gilly et Tironchaups de re-
voir les décisions de la Conférence Nationale de juin
concernant le cas Frère.

2 . Question syndicale.

3 . Rapport d'organisation.

4 . Election du Comité Central.

- : -

I . PROPOSITION DES CELLULES DE GILLY ET DE TIRONCHAUPS DE REVOIR LES DE-
CISIONS DE LA CONFERENCE NATIONALE DE JUIN CONCERNANT LE CAS FRERE.

(président de séance : Germain)

Les délégués de Charleroi demandent que soit lu, préalablement le rapport
de la commission d'enquête. Adopté.

Leu lit les conclusions de la commission d'enquête. Pour les deux chefs
d'accusation concrètement formulés devant la commission, la question
de la gestion du syndicat et la question des cells, la commission d'enquête
a conclu à un n.n-licu, faute de preuves.

La discussion s'engage ensuite. Elle comprend deux parties. La première,
claturée sur une intervention du président comporte une série d'attaques
violentes contre Frère et contre le travail de la commission, faites par
Pierre V. et Phil, ainsi que par Hippel. (invité). Les délégués Del. Julien
et Frère attaquent de même violemment Vancé et Phil.

Sur le travail de la commission, après interventions de Sem, Bop, René, Germain, Pierre L. et Georges, les choses s'établissent comme suit:

- a) La commission avait été exigée par Frère et les camarades de la cellule de Gilly-Firminchamps.
- b) Elle a été créée par le CC dans le but d'investiguer sur l'ensemble des accusations lancées contre Frère.
- c) elle s'est trouvée devant un nombre très grand d'accusations vagues (vie privée, tact envers les copains, etc..) impossibles à examiner en détail, mais envers lesquels elle doit répéter le verdict de la commission d'enquête d'août 1945.
- d) Elle s'est trouvée face à deux accusations concrètes sur lesquelles elle a décidé le non-lieu.
- e) Au cours de son travail, s'est ajoutée à ses tâches celle d'élucider l'accusation lancée par Frère contre "la majorité du CC" et ses "manœuvres". La commission n'a eu ni le temps, ni les moyens de prononcer un verdict à ce sujet.

Ensuite, la discussion s'engage sur la proposition des cellules de Gilly et Firminchamps de réviser la décision de la Conférence Nationale précédente, concernant Frère. Del. et Julien insistent sur la nécessité de cette révision étant donné le rapport de la commission d'enquête. Phil. s'y oppose en déclarant que Frère devrait retourner travailler pendant un an à la base. Pierre W. et Hypp. s'y opposent également, sur la base de l'expérience faite depuis la dernière conférence. Sem pense également que l'expérience depuis la dernière conférence a mis en lumière Frère sous un jour plus mauvais, mais il demande la révision pour des buts de pacification. Florent L. déclare que Frère est le seul élément dirigeant de la région; aussi longtemps qu'il n'est pas remplaçable, il est faux de l'écarter de la direction; il demande qu'on envoie des copains de Bruxelles à Charleroi. Del. insiste sur ce qu'il ne faut pas seulement revoir la décision par rapport à Frère, mais qu'il faut aussi prendre des mesures contre les calomnieux. Bop demande que la Conférence se prononce face aux accusations de Frère, car ce que les CC précédents ont fait au vu de ce qui est advenu contre lui, ce qui est dénué de tout fondement. Frère accuse SEM d'avoir essayé de monter la région du Centre contre lui. Sem nie énergiquement cette accusation: il n'a fait qu'informer les copains des régions des décisions de la dernière Conférence Nationale. Germain constate que Frère a la confiance de la majorité des camarades de Charleroi. Dans ces conditions, toute mesure administrative est erronée et doit être supprimée. Il faut reconstruire le parti, et pour cela pacifier Charleroi. Il demande la révision des décisions de la dernière conférence, le rejet de l'accusation lancée contre le CC. Owen constate qu'aucune des accusations lancées contre Frère et prouvées (vie privée, etc..) ne constitue une action répréhensible. Toute mesure disciplinaire est fautive pour cette raison. Par contre, beaucoup dans l'attitude du camarade est à conseiller. Il devra réfléchir lui-même aux actes qu'il a posés et après la révision des décisions de la dernière conférence, essayer de changer son attitude de façon à ne plus donner prise aux accusations.

Del. déclare que, face aux déclarations de Sem, Germain et Owen, il retire la proposition de condamner les camarades qui ont accusé Frère.

La résolution suivante, proposée par Del. est votée par 12 voix contre 3:

"La Conférence Nationale du PCI, réunie le 26 octobre 1946, décide de supprimer les décisions de la Conférence Nationale précédente, à ce qui concerne le camarade Dano."

Ensuite, la résolution suivante, proposée par Bop est adoptée par 14 voix contre 1 :

"La Conférence Nationale du 26 octobre 1946 considère l'accusation de manœuvres exécutées pour écarter Frère de la direction pour raisons politiques, lancée par Frère contre le CC, comme sans fondement. Elle considère l'attitude du CC durant la crise à Charleroi comme au-dessus de tout reproche quant à son honnêteté politique."

Enfin, quant à la constitution de la commission centrale de contrôle, deux projets de résolutions sont hâtivement préparés, un par Bop l'autre par Germain. René insiste sur le fait qu'il ne faut pas voter trop vite un texte qui peut avoir les conséquences les plus sérieuses pour l'avenir du parti, en instaurant un organisme qui ferait régner l'arbitraire. Sur ce, la Conférence adopte à l'unanimité la résolution suivante:

"La Conférence Nationale décide la constitution d'une commission centrale de contrôle, composée de 3 membres dont 1 du CC, ayant pour objet d'investiguer sur toutes les accusations personnelles lancées contre des membres du parti. Le premier CC qui suivra la conférence adoptera des règles de composition et de fonctionnement précises de cette commission."

II LA QUESTION SYNDICALE

président de séance : Delan.

Georges (rapporteur) se base sur le rapport publié dans un Bulletin précédent. Il déclare ne pas avoir eu de désaccord fondamental avec la ligne syndicale du parti. (formulé dans une résolution précédente) Il était seulement opposé à un fétichisme des termes "unité syndicale" et s'était pour cette raison abstenu au vote. Mais la majorité du CC n'a pas eu le courage de réagir contre cette résolution, et elle est revenue dans la question d'Anvers à une conception rigoureuse et surannée. Il expose ensuite sa conception de ce qui se passe actuellement dans le mouvement syndical. Il y a des phénomènes tout à fait nouveaux de désagrégation, qui donneront naissance à des formes inattendues d'organisation syndicale. Le parti doit reconnaître que la situation a changé et il doit agir en sorte de ne pas avoir les mains liées par une conception surannée de "l'unité à tout prix". Georges, après avoir évoqué l'expérience d'Anvers, se déclare encore une fois en accord fondamental avec la résolution dont question plus haut. Il conclut en disant que le parti doit maintenir sa tactique unitaire dans toutes les régions où c'est possible. Par contre, il y a et il y aura des conditions dans lesquelles il devra travailler essentiellement dans de nouveaux syndicats. Enfin, des cas peuvent se présenter où la création de nouveaux syndicats s'impose.

Germain présente le contre-rapport. Il faut élever la discussion au-dessus d'une querelle sur des textes ou les événements d'Anvers. Le parti fait face à deux perspectives et deux tactiques différentes. Contrairement à Georges, nous pensons que la désertion syndicale actuelle est un phénomène passager, comme la désagrégation de la CGT après 1921 et 1930 en France. Une vague gréviste victorieuse changera fondamentalement la situation. En fonction de

celà, il faut voir notre tâche essentielle dans la constitution d'une opposition syndicale nationale. C'est sur la voie de la construction de cette opposition que toute action favorisant la scission doit être radicalement condamnée. C'est une illusion dangereuse de penser comme le fait Georges que de petits syndicats peuvent se stabiliser dans une période de recul du mouvement ouvrier prévue par lui.

Phil. montre que même dans la période d'effervescence révolutionnaire après la "lib"ration", à Charlerai, un nouveau syndicat ne pouvait se créer d'une façon durable. Ce qui était impossible à ce moment l'est bien plus maintenant. Pierre V. se déclare d'accord en général avec les positions de Germain mais proteste contre le fait que la tactique syndicale du parti ne soit pas discutée en même temps. Pierre L. Dit que le parti ne peut pas encore avoir une perspective nette de ce qui arrivera et, fonction de cela, ne peut pas définir une tactique nette. Gaston parle de l'expérience de la grève des frontaliers: la désertion formidable, après la grève, nos propres camarades refusant d'entrer à la FGB et lui-même exposé à la répression des bureaucrates. Del. insiste sur le fait que si Georges pense que les travailleurs sont incapables de renverser la bureaucratie syndicale, ils ne seront certainement pas capables de renverser l'Etat bourgeois. Bop insiste sur l'expérience de la grève des postiers en France dont il compare les résultats avec ceux des dockers anversois. En outre il stigmatise la conception syndicale de Georges comme une capitulation devant la direction bureaucratique; cette conception a sa place dans l'ensemble de la conception politique et les perspectives de Georges: stagnation générale et recul important de la conscience prolétarienne. Florent B. demande une rubrique syndicale plus régulière dans le journal. René insiste sur le fait que la position de Germain est plus souple et moins ultimatisiste que celle que Sen a défendu au CC. Frère se déclare d'accord avec les thèses de Germain, mais demande que l'on se prononce sur le mot d'ordre "comité d'action": il est contre ce mot d'ordre qui implique un début de scission syndicale. Emile VC insiste sur le fait que c'est seulement le parti qui peut construire l'opposition syndicale. Si le parti ne fonctionne pas, l'opposition ne se créera jamais.

Dans sa brève réplique, Georges constate qu'il ne peut espérer convaincre la majorité du parti. L'expérience montrera qu'il a raison et que Germain a tort de schématiser la situation d'après un modèle du passé. Le parti a été incapable jusqu'à présent de saisir ce qu'il y a de nouveau dans la situation actuelle. Les événements le forceront cependant à revenir sur ses positions.

Germain, dans sa réplique, se prononce d'abord sur la querelle des comités. Nous sommes contre toute forme de comité permanent entre deux périodes de lutte. L'organisme permanent ne peut être que l'organisation de masse, le syndicat. Le comité de grève est un organisme de lutte qui doit avoir une raison d'être concrète. Cependant, des conditions peuvent forcer les travailleurs à créer le comité de grève à la veille d'un mouvement gréviste. Le comité d'action est pour nous un "comité pour la grève" et rien de plus. Puis, Germain demande à l'assemblée de ne pas voter aujourd'hui ni sur la tactique syndicale, ni sur les comités d'action. Le parti doit d'abord discuter ces questions qui sont trop importantes pour être décidées par un vote à l'emporte-pièce. Enfin, Germain montre comment la lutte pour la construction de l'opposition syndicale constitue la meilleure voie pour la construction du parti, en prenant les exemples concrets de plusieurs régions.

La conférence adopte alors, par la voix contre 2 et une abstention, la résolution suivante, présentée par Germain. (Les deux voix contre vont vers la résolution de Georges - voir dernier bulletin intérieur):

La Conférence Nationale réaffirme la ligne fondamentale du parti dans la question syndicale: maintenir à l'époque actuelle l'unité syndicale comme condition nécessaire pour arracher la direction de la masse des syndiqués à la bureaucratie. La Conférence Nationale réaffirme le devoir pour les militants du parti de ne provoquer ni favoriser sous aucune condition la scission syndicale dans le sens d'une séparation d'une couche avancée des travailleurs de la masse de la FGTB.

Au cas où des scissions se réalisent en dehors et contre notre action, le devoir des militants révolutionnaires est d'agir à l'intérieur des groupes scissionnés et à l'intérieur de la FGTB pour ramener les ouvriers avancés dans la masse de la FGTB.

La Conférence Nationale considère que la lutte contre la désertion syndicale est une tâche essentielle pour le parti contre un courant qui menace la cohésion des travailleurs dans leur lutte contre le patronat. Elle affirme la nécessité de la constitution d'une opposition syndicale nationale, construite sur la plateforme suivante:

- Retour à la lutte de classe !
- Rupture avec la Conférence Nationale du Travail. Action revendicative générale pour la défense des intérêts des travailleurs.
- A la porte la bureaucratie; le syndicat aux syndiqués! Retour aux principes d'organisation du lendemain de la "libération".
- Redressement et renforcement de la FGTB en tant qu'arme de combat des travailleurs.

La Conférence Nationale est d'avis que les militants révolutionnaires et les courants de lutte de classes qui se cristallisent sur le plan régional et corporatif ont le devoir de considérer comme leur tâche essentielle l'extension et la coordination de leur travail sur le plan national. Ils doivent subordonner à cette tâche les possibilités éventuelles d'entraîner une couche d'ouvriers avancés dans une rupture ouverte avec la direction de la FGTB.

Au cas où il serait possible de dresser la majorité des travailleurs d'une régionale contre la bureaucratie dirigeante de cette région, les militants du parti peuvent aller jusqu'à la constitution d'une nouvelle direction provisoire des syndiqués contre la bureaucratie, en tant que tactique pour mobiliser la masse des syndiqués et pour mener lors d'un Congrès extraordinaire régional et à l'intérieur de toute la FGTB une confrontation concrète du courant "lutte de classes" avec le courant réformiste bureaucratiste. Si cependant la vieille direction garde la majorité lors d'un Congrès extraordinaire ou si la direction nationale de la FGTB menace la direction nouvelle d'exclusion, celle-ci doit se soumettre. Couper l'avant-garde de la masse des syndiqués doit être considéré dans toutes les circonstances comme le plus grand mal.

Enfin, la résolution suivante est adoptée par 8 voix contre 4 et 3 abstentions (les voix contre demandant que la Conférence rejette immédiatement le mot-d'ordre des "comités d'action"):

"La Conférence Nationale décide d'ouvrir la discussion dans le parti sur:

- a / la stratégie des grèves, comités de grèves et comités d'action.
- b / la tactique à suivre par le parti dans la construction d'une opposition syndicale nationale."

- : -

III . RAPPORT D'ORGANISATION

président de séance : Georges

Germain présente le rapport publié dans un précédent bulletin. Il ramène la faiblesse du parti à trois facteurs essentiels: l'absence d'une direction nationale efficace; la faiblesse des cadres et l'absence de dirigeants régionaux capables de renforcer le parti; l'absence de figure publique et d'intervention ouverte du parti dans les luttes ouvrières.

Il présente un plan de travail concret pour le Comité Central et le Bureau Politique, comprenant: l'élargissement du CC à 13 membres et 2 suppléants; l'élargissement du BP à 7 membres; la constitution d'un secrétariat national; l'organisation d'un travail d'éducation sur l'échelle nationale; l'organisation de 4 comités régionaux effectifs; l'organisation du travail syndical; l'assainissement des finances du parti, etc.

Dans la discussion qui suit, une série de malentendus sont préalablement dissipés. Des délégués de Charleroi insistent encore une fois pour que quelqu'un soit envoyé dans cette région. Germain propose de remettre cette question au CC. Nol BOs constate l'absence de tout travail organisé dans les Flandres et propose l'envoi pour un temps limité d'un camarade hollandais dirigeant. Pater constate que le comité de rédaction ne fonctionne pas. Pierre L. estime que Germain se laisse conduire dans ses interventions dans le parti, par des considérations qu'il tient secrètes. Phil. constate que le plan est cette fois-ci réaliste; il insiste pour qu'en ne se fasse pas d'illusions sur la composition d'une direction nationale: nous avons trop peu d'éléments dirigeants. Loli demande qu'Emile VC soit envoyé à Charleroi. Bop démontre que la constitution d'une direction nationale efficace est la tâche-clé pour sortir de la pagaille; les organismes que nous allons constituer -dit-il encore- ne doivent pas s'embarquer dans les tâches administratives et doivent être suffisamment souples que pour ne pas être surpris par les "événements" comme cela s'est trop souvent produit dans le passé. Germain rappelle à Pierre L. que s'il a des accusations concrètes il doit les communiquer à la Commission Centrale de Contrôle; pour construire le parti, il faut que tout scepticisme soit abandonné; la tâche sera longue, mais rien ne peut nous tomber du ciel; tout ce que nous gagnerons et construirons ne peut venir que d'une source: l'effort commun et coordonné des militants du parti.

Le rapport d'organisation et l'ensemble du plan de travail proposés par Germain sont adoptés par 13 voix contre 1 et 1 abstention.

IV. ELECTION DU COMITE CENTRAL

Germain propose une liste de 13 candidats et 2 suppléants. Frère y ajoute 3 candidats. La conférence doit donc se prononcer sur 16 candidatures. Une discussion confuse s'engage sur le mode d'élection. L'élection au vote secret, proposée par Deter, est rejetée à mains levées (8 voix contre, 6 pour et 1 abstention). Avant que l'on passe au vote, Phil remet son mandat à Germain qu'il accuse d'esquiver les responsabilités dans l'élection de Frère.

Voici le nombre de voix obtenus par les 16 candidats :

Elus membres du CC :	Alfred	15	voix	(unanimité)		
	Bep	15	"	"		
	Boug.	15	"	"		
	Emile VC	15	"	"		
	Gaston	15	"	"		
	Germain	15	"	"		
	Sam	15	"	"		
	Georges	14	"	1 abstention		
	Jules H.	14	"	1 "		
	René	14	"	1 "		
	Pierre L.	13	"	1 "	1 contre.	
	Frère	13	"		2 "	
	Delan.	11	"	1 "	3 "	
Elus suppléants						
au CC :	Constant	8	"	6 "	1 "	
	Pierre M.	8	"	6 "	1 "	
Non-élus :	Mal.	7	"	7 "	6 "	
	Lucien	6	"	3 "	6 "	
	Vanca	4	"	6 "	5 "	

Après l'élection du nouveau CC, Phil. fait une déclaration : il se réserve le droit d'envoyer au Bulletin Intérieur, au plus tard un mois après la Conférence Nationale, un article de protestation contre la façon dont la conférence a été préparée et dont le CC a été élu.

- : -

Sitôt la Conférence Nationale terminée, le nouveau Comité Central, dans une première réunion a élu le Bureau Politique suivant, en l'absence de 2 camarades :

Bep	11	voix	(unanimité)		
Boug.	11	"	"		
Germain	11	"	"		
Sam	11	"	"		
Jules H.	9	"	2 abstentions		
Pierre L.	8	"	2 "	1 contre :	
René	6	"	5 "	(la sienne)	

Georges a refusé d'admettre sa candidature.

Celle de Frère a été battue par 4 voix 1 " 6 contre.

LA SITUATION AUX INDES

Les leaders du Congrès, depuis leur libération qui date de l'année dernière, ont montré qu'ils étaient prêts à un compromis avec l'impérialisme. Leur attitude actuelle dans les négociations avec la Mission du Cabinet britannique (qui viennent juste d'aboutir à une solution) montre clairement que la bourgeoisie hindoue ne pense plus à "lutter", mais seulement à s'arranger avec l'impérialisme anglais.

Les propositions de la "Cabinet Mission" sont de deux sortes - à long terme et à courte échéance. Les propositions à long terme prétendent fournir un système grâce auquel l'Inde pourrait ébaucher sa propre constitution et aller pacifiquement vers l'indépendance. Cependant, la réalité est toute autre. En premier lieu la soi-disante Assemblée Constituante (en réalité un simple organisme chargé de faire un projet) ne sera pas élue au suffrage universel et direct. C'est un organisme choisi selon un suffrage indirect très limité. En fait, elle devra être choisie par les membres des organismes législatifs provinciaux actuels, qui furent élus lors des élections de février-mars 1946 sur des questions tout à fait différentes qui n'avaient rien à faire avec des élections pour une Assemblée Constituante. En deuxième lieu, les Etats Hindous (qui jouissent d'une forte représentation) seront représentés par des membres désignés par les princes autocrates et pas du tout par des représentants élus par les citoyens. Troisièmement les concessions qui ont été faites pour satisfaire la Ligue Musulmane (un centre faible, deux sous-fédérations comprenant les provinces à majorité musulmane, et une clause conditionnelle selon laquelle rien ne peut-être adopté par l'"Assemblée Constituante" sur un projet concernant les diverses communautés, sans l'assentiment de la majorité des deux communautés principales - Hindous et Musulmans - séparément), permettent simplement une rupture à n'importe quelle étape des travaux de cette "Assemblée Constituante" unique dans l'histoire. Et lorsqu'on considère que la Ligue Musulmane est un parti de féodaux qui ont toujours été en pratique les serviteurs de l'impérialisme, il n'est pas difficile de prévoir que le projet est condamné à patauger. Et dans l'éventualité que le projet arrive à terme d'une manière ou d'une autre, les impérialistes anglais ont tout prévu pour cette éventualité. Les décisions de l'"Assemblée Constituante" n'auront aucune valeur, la constitution préparée n'aura aucune force de loi tant que l'Assemblée Constituante n'aura pas conclu de traité avec le gouvernement anglais. Quelles seront les conditions de ce traité, personne ne semble s'en être inquiété. Mais on peut affirmer en toute garantie qu'elles seront de telle sorte qu'elles annulent les clauses de la Constitution préparée par l'"Assemblée Constituante" qui confèreraient un quelconque pouvoir réel au peuple hindou. On doit noter que ce traité doit être conclu alors que les troupes britanniques occupent les Indes et portera tous les stigmates d'un "traité imposé de force".

Le Congrès a accepté ces propositions à long terme. Il n'a évidemment pas manqué, selon son habitude démagogique, de critiquer les formes indésirables de ces propositions, mais cela ne l'a pas empêché de les accepter. Le Congrès fait ainsi de son mieux pour tromper le peuple en lui

faisant croire que l'Indépendance est au coin de la rue, et qu'un transfert de pouvoir pacifique est en vue (ce qui signifie évidemment que toute lutte ou préparation à la lutte devient inutile.)

Les propositions à courte échéance ou "propositions intérim" sont destinées pour la période allant jusqu'à ce que le traité soit conclu. Ces propositions sont pour la formation d'un gouvernement provisoire composé des représentants des principaux partis (c'est à dire le Congrès et la Ligue) au Centre. Cependant, ce gouvernement provisoire n'aura aucun pouvoir réel étant donné que le droit de veto du Vice-Roi (qui inclut non seulement le droit de désavouer, mais aussi le droit de proposer), reste tel qu'il était auparavant. Ainsi la participation du Congrès dans ce gouvernement fantoche ne servira à rien d'autre qu'à fournir au gouvernement du Vice-Roi une façade populaire permettant de camoufler son vrai caractère impérialiste.

Le Congrès a repoussé ces propositions de gouvernement provisoire, non pas pour les raisons mentionnées plus haut, mais parcequ'il lui était impossible d'assurer un délégué du Congrès nationaliste musulman dans le gouvernement provisoire proposé (étant donné les objections de Mr Jinnah, président de la Ligue Musulmane, qui, déclarait-il, est seule habilitée pour représenter les Musulmans). Si ce n'avait été cette difficulté le Congrès était prêt à accepter les propositions intérimaires, complétant ainsi son identification avec le système d'administration impérialiste aux Indes. (Car on doit se souvenir est actuellement au pouvoir dans sept provinces - dans l'une d'entre elles dans un ministère de coalition - et qu'il fait loyalement fonctionner l'administration des impérialistes pour le compte de ces derniers. Ces ministres ont déjà montré qu'ils étaient de farouches défenseurs de "la loi et de l'ordre". Les grèves déclenchées sans l'avertissement préalable nécessaire juridiquement sont considérées comme illégales et les grévistes arrêtés et condamnés, et même les manifestations sont très souvent interdites et les manifestants poursuivis en justice. Le gouvernement Congressiste de Madras a récemment condamné et arrêté vingt personnes pour avoir participé à des manifestations de protestation contre l'arrestation de Jawaharlal Nehru par les autorités de l'Etat de Kashmir.)

On doit noter que le Congrès se compromet avec l'impérialisme précisément au moment où la température des masses est très élevée, et où les masses ont prouvé qu'elles sont prêtes à prendre le chemin de la lutte sans avoir besoin des encouragements, et même malgré leurs leaders. Les manifestations de Calcutta pour la libération des prisonniers de l'Armée Nationale Hindoue (de Shandra Bose) l'ont clairement démontré. Ces manifestations avaient principalement une composition petite bourgeoise et montraient l'étendue du mécontentement dans leurs rangs. Cependant la petite bourgeoisie (comme les luttes d'Avout l'ont prouvé) est incapable de mener un combat soutenu et opiniâtre contre les impérialistes sans la direction, soit de la bourgeoisie, soit de la classe ouvrière. c'est pourquoi, notre point de vue, la grève de solidarité à Bombay avec les mutins du RIN est bien plus importante que les manifestations de Calcutta. Cette fois là, les travailleurs de Bombay (qui sont peut-être les plus avancés des Indes) allèrent pratiquement jusqu'à la grève générale, des manifestations et des combats avec la police et l'armée, pour soutenir les marins hindous mutinés. (Notre petit groupe de Bombay fut le premier à appeler à la grève générale en couvrant d'affiches

appelant à la grève un quartier ouvrier, et en dirigeant une manifestation pendant la nuit, manifestation qui entraîna de nombreux travailleurs des équipes de nuit dans les minoteries. Les stalinien appelèrent au soutien le lendemain matin). Le fait le plus significatif dans les événements de Bombay est qu'ils eurent lieu dans une atmosphère de méfiance totale envers la direction du Congrès. La situation était pleine de possibilités (les grèves de la RAF étaient juste terminées, les marins hindous étaient en grève de solidarité dans l'Inde entière, et il y avait une très grande sympathie pour les marins hindous dans l'armée hindoue). Mais les possibilités ultérieures de ces luttes furent stoppées efficacement par l'intervention de Patel (Leader du Congrès) sur les conseils duquel les marins cédèrent. (Ses promesses de "pas de représailles" s'avérèrent évidemment sans valeur). Les événements de Bombay sont importants pour deux raisons. Premièrement ils nous montrèrent la progression de la conscience des travailleurs (les travailleurs de Bombay se mirent en grève sur une question purement politique, démontrant qu'ils étaient prêts à soutenir toute action anti-impérialiste. En Août 1942, ils avaient soutenu le Congrès, cette fois-ci ils soutinrent les marins). Deuxièmement, cette action a jeté un pont entre les travailleurs hindous et les marins (et indirectement avec les soldats) qui sera d'une valeur immense dans l'avenir lorsque le soutien actif des forces armées sera nécessaire aux masses dans leur lutte contre l'impérialisme.

Ce n'est évidemment pas un hasard si les masses montrent des signes d'une telle combativité au moment où la bourgeoisie a abandonné son allure d'opposition des années de guerre pour celle d'une collaboration avec l'impérialisme anglais. La bourgeoisie hindoue refuse toute forme de lutte de masse contre l'impérialisme chaque fois qu'elle ne la contrôle pas et ne peut pas la stopper. La combativité récemment montrée par les masses, et particulièrement l'action des travailleurs à Bombay, renforce la détermination du Congrès d'aller à un accord avec l'impérialisme. L'autre voie - celle de la lutte - auprès de laquelle les luttes d'Août 1942 pâliraient - est pour eux un cauchemar. Ils font de leur mieux pour calmer les masses, pour les décevoir par une propagande leur disant que l'indépendance n'est pas loin, etc.. Et l'influence du Congrès est tellement grande sur les masses pour le moment (aux yeux des masses il n'y a pas d'autre direction pour la lutte anti-impérialiste que celle du Congrès), que le Congrès a réussi à les retenir et les empêcher d'entrer en action.

Mais il n'a pas réussi à retenir les masses d'entrer en action sur le plan des revendications économiques. On a assisté cette année à toute une série de luttes ouvrières pour les augmentations de salaires, contre les licenciements, etc., dans l'ensemble des Indes. Les efforts du Congrès pour freiner ces luttes ont en général échoué. (La seule exception est le retrait de l'ordre de grève générale nationale des cheminots qui était lancé pour le 27 juin. Mais le retrait de l'ordre de grève ne fut **pas seulement le fait des appels des leaders du Congrès qui s'appuyaient sur la situation alimentaire, mais aussi à la trahison des bureaucrates syndicaux**, ainsi qu'au fait que les cheminots obtinrent une partie de leurs revendications au dernier moment. La fin de la guerre et le relâchement des mesures aigües de répression des années de guerre ont mené à l'extension de ces luttes économiques. Le mouvement syndical hindou, bien qu'il n'ait jamais été très fort, est à présent définitivement en route, et de larges couches de travailleurs, jusqu'à maintenant

inorganisées, sont maintenant en train de s'organiser.

La déception des masses envers le Congrès est facilitée par les groupes et partis "de gauche", dont la plupart fonctionnent pratiquement, soit organisationnellement à l'intérieur, soit sur la base de loyauté envers le Congrès bourgeois. Tous ces groupes ou partis ("Forward Bloc", "Congress Socialist Party", "Revolutionary Socialist Party", etc.), malgré leurs phrases démagogiques sur les "luttres" et la "révolution", en pratique plient toujours devant la discipline et la ligne du Congrès. Ils ne servent en définitive qu'à donner une couverture ou une façade gauche au Congrès bourgeois.

I I

L'ATTITUDE DU PARTI STALINIEN .

Durant les années de la guerre, le Parti Communiste des Indes, prenant avantage de la mise dans l'illégalité des autres partis et de sa toute nouvelle légalité (et en fait du patronage du gouvernement impérialiste), bâtit une forte organisation dans l'Inde entière et prit une puissante position dans le mouvement syndical. Cependant aujourd'hui il paye le prix des moyens qu'il a utilisé pour préserver ces avantages. Dans toute l'Inde il y a une vague d'hostilité contre les staliniens étant donné leur rôle de supporters de la guerre impérialiste, et plus particulièrement leur opposition aux grandes luttes d'Août 42. Cette forte hostilité est la plus profonde et la plus répandue dans les rangs de la petite bourgeoisie, et il est vrai aussi que les dirigeants du Congrès tentent de l'utiliser contre toutes les variétés de communisme et "d'internationalisme" (c'est-à-dire les trotskistes inclus). Mais on ne peut contredire que le profond sentiment anti-parti communiste vient de la haine contre l'impérialisme anglais et contre ceux qui se firent pratiquement ses agents en 1942. (Par exemple les camarades qui vendent notre presse dans des réunions fréquentées surtout par les foules petites bourgeoises de Calcutta sont souvent questionnés pour savoir si leur littérature est "communiste". Et ce n'est qu'en répondant qu'elle n'est pas "stalinienne" ou bien qu'elle est "trotskyste" qu'ils peuvent l'écouler!) Si la situation des staliniens devant la petite bourgeoisie est sans espoir, leur situation devant les travailleurs n'est guère meilleure. Il est important de signaler que les couches les plus politisées de la classe ouvrière les ont quittés; mais il est vrai que les couches arriérées, qui avaient été organisées dans les syndicats par les staliniens durant la guerre, leur restent encore attachées dans l'idée de préserver les avantages acquis. Aujourd'hui les staliniens sont en train de cesser d'avoir une quelconque influence politique où que ce soit. Ils ont dégénéré en une bande de bureaucrates syndicaux avec une base purement syndicale.

Même sur ce plan, le Congrès commence à leur faire concurrence puisque en vue de ses buts néfastes, il est entré sur le terrain syndical à travers une organisation connue sous le nom d'"Hindustan Mazdoor Sevak Sangh" (Ligue des travailleurs hindous), qui est une rivale, non seulement des syndicats contrôlés par les staliniens, mais de tous les syndicats combattifs. Les syndicats de l'HMSS sont basés sur la collaboration de classe, défendant ouvertement la non-violence, et sont en réalité un instrument destiné à trahir les ouvriers dans leur lutte quotidienne au profit des capitalistes et à amener les ouvriers sous l'influence

politique du Congrès bourgeois. Notre parti est certain de se trouver en face de la tâche de défendre les syndicats (même s'ils sont bureaucratiquement contrôlés par les staliniens) contre la menace de l'HMSS.

Les staliniens ont déjà beaucoup reculé devant le Congrès dans les syndicats. (Des exceptions notables ont eu lieu dans les quelques cas où nous avons pu - à Madras et Tuticorin par exemple - prendre pied contre la vague anti-stalinienne et ramasser les gains pour nous mêmes sans laisser le Congrès les capitaliser). Mais dans le plus grand nombre des cas, le Congrès a supplanté les staliniens. La question est: est-ce que les staliniens seront complètement supplantés par le Congrès? C'est peu probable. Premièrement, avec le tournant effectué par les PC dans le monde, le PC hindou a opéré lui aussi un léger tournant. Sa ligne politique reste aussi réactionnaire et aussi anti-luttes qu'auparavant, mais il s'est montré prêt à diriger des luttes ouvrières pour des revendications économiques; évidemment pas l'adoption d'une politique syndicale de combat, mais néanmoins une préparation à assumer la direction des luttes économiques. Deuxièmement, le compromis du Congrès avec l'impérialisme est trop avancé pour que le Congrès ait la moindre prétention à la combativité dans le travail syndical. Par là même ils ne peuvent pas concurrencer les staliniens durant une longue période, particulièrement dans une période de luttes économiques croissantes. Ces deux faits mènent à supposer qu'il n'est pas seulement impossible au Congrès d'éliminer complètement les staliniens du travail syndical, mais même que les staliniens récupéreront probablement une partie de leurs pertes, sinon une grande partie dans la période à venir. La question de savoir à quel point les staliniens pourront récupérer ne dépend pas tellement du Congrès que de l'extension de l'activité des autres groupements dans le travail syndical, nous y compris.

Dire qu'aujourd'hui nous sommes des concurrents dangereux pour les staliniens serait une fausse déclaration. Mais ce qui suit est plus vrai: Dans ces derniers mois, le parti a pour la première fois dans sa brève histoire, trouvé des occasions de travail large. En particulier il a eu l'occasion d'entrer dans le travail syndical. Et en dépit des nombreux réajustements (psychologiques aussi bien que physiques) nécessaires pour passer des méthodes de travail clandestin aux méthodes légales, nous pouvons dire que nous avons déjà enregistré des gains substantiels. A Calcutta le Parti est dans la direction du "Fireservice Workers Union" (pompiers) (2600 membres), à Madras, le Parti combat pour la direction (avec de fortes chances de succès) de la locale de Perambur du "MSM Railway Workers Union" (cheminots -6000 membres), et il est en train de diriger une grève de 14.000 travailleurs dans les "Buckingham and Carnatic Textile Mills" (un dirigeant du Parti est président du syndicat, bien qu'on ne puisse pas dire que notre position ait été renforcée par le recrutement de cadres parmi les ouvriers). Nous ne parlons pas de notre organisation de Ceylan, dont vous connaissez sans doute les activités d'après leur organe "Fight", ni de gains plus modestes dans d'autres régions. Mais il est peut-être justifié de conclure que les quelques progrès mentionnés plus haut ne sont probablement que les premiers gains dans la période dans laquelle nous entrons - période au cours de laquelle le BIPI a eu pour la première fois une réelle occasion de croissance et de ce fait, période au cours de laquelle le Parti est sujet à un test, non seulement devant les travailleurs des Indes, mais aussi devant nos camarades des autres pays.

29 Juin 1946.

RESOLUTIONS DE CELLULES

- SUR L'OBLIGATION AUX CAMARADES D'ETRE SYNDIQUES.

Apprenant au cours de sa réunion du 16 X 1946, que plusieurs camarades susceptibles d'être syndiqués ne le sont pas encore actuellement, la cellule A marque son désaccord total avec cette carence; considère que tout camarade du parti susceptible d'être syndiqué doit s'affilier d'urgence à son syndicat professionnel et y travailler politiquement. Demande au C.R. D'enquêter dans toutes les cellules à ce sujet et d'exiger l'affiliation de ces camarades au syndicat.

La cellule A est décidée à reposer la question dans les quinze jours et a déjà mis en demeure les camarades Marius et Marie à rejoindre leur organisation syndicale au plus tôt.

Cellule A / Bruxelles. / Octobre 46

- SUR LA PREPARATION DE LA CONFERENCE NATIONALE

La cellule estime que la réunion plénière régionale - préparatoire à la C.N. - a été confuse et qu'une grande partie des camarades y étaient insuffisamment préparés en ce sens qu'ils ignoraient qu'on y élirait des délégués pour une conférence qui établirait un nouveau CC, mais croyaient qu'il s'agissait uniquement de la question syndicale et du cas Frère; que l'on voterait sur des thèses et non sur la Direction du Parti. Elle estime que des délégués nommés par tendance sur la question syndicale et le cas Frère, n'ont pas nécessairement la compétence pour élire un nouveau CC.

Cellule B / Bruxelles. / 19 X 1946
unanimité

- SUR LES MODALITES DE VOTE DANS LE PARTI.

... La cellule considère comme anti-démocratique l'innovation faite par le CC de faire élire les délégués pour la Conférence Nationale à une assemblée régionale. La méthode bolchévik d'élire des délégués est celle de les faire élire par les cellules. La cellule réproouve énergiquement toute autre méthode comme pouvant créer un précédent dangereux, permettant plus tard des manœuvres.

Cellule B / Bruxelles. / 19 X 1946
unanimité

... La cellule B soutient la nécessité d'une réglementation écrite et immédiate de la manière dont on vote dans le parti et se prononce pour le vote secret.

Cellule B / Bruxelles. / 2 XI 46
unanimité

CE BULLETIN EST EXCLUSIVEMENT RESERVE

AUX CAMARADES DU PARTI.